

RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !



**Le samedi 14 mars 2009,
venez débattre et participer
aux 6èmes Vendémiaires de Résistance Sociale.**

Inscription en dernière page.

S
P
E
C
I
A
L

V
E
N
D
E
M
I
A
I
R
E
S

Il y a encore de cela à peine quelques mois, il était de bon ton de tenir l'intervention de l'Etat comme ringarde et de la considérer comme un frein à l'innovation et à la croissance : seule la concurrence libre et non faussée était portée au devant de la scène par les bien-pensants et les sachants autoproclamés. Le reste n'était que nostalgie : la République sociale, les syndicats, la lutte des classes, les nationalisations... aux orties tout cela !

Il fallait être fou pour remettre en cause la politique d'austérité et attaquer le dogme de l'équilibre budgétaire. Ceux qui le faisaient étaient taxés de vouloir mettre la France en faillite. Toute politique se devait d'être pragmatique et non idéologique, toute négociation salariale le fruit d'un débat soi-disant constructif et non la résultante d'un rapport de force entre le capital et le travail.

Oui, mais voilà : la crise financière vient de rebattre les cartes aux niveaux national et international. Le fait que l'autorégulation du capitalisme est un dogme est enfin apparu au grand jour. Le primat du politique sur l'économique est même porté par ceux-là mêmes qui le combattaient naguère.

Mais ne nous y trompons pas : l'intervention actuelle des Etats ne peut être confondue avec une conception socialiste ; ce que nous voyons de la part de l'ensemble des gouvernements ultra-libéraux est simple : c'est la socialisation des pertes pour les salariés et les retraités et la privatisation des profits pour quelques uns ! Ce n'est pas au chevet du peuple qu'ils viennent pour lui apporter un remède mais bien à celui de la finance !

En France le « plan contre la crise » de Nicolas Sarkozy est simple : apporter des placebos en attendant que le système retombe sur ses pieds lorsqu'il ne s'agit pas d'aides aux plus nantis. Aucune mesure pérenne quant au pouvoir d'achat mais une prime exceptionnelle pour les ménages modestes et des primes pour ceux qui potentiellement ont des fonds propres.

Pas de politique industrielle mais une prime pour la casse. Pas de véritable politique du logement considérant que se loger est un droit fondamental mais une augmentation des centres d'hébergement considérée non pas comme une phase de transition mais bien comme une finalité, etc.

Bref, le rapport entre les revenus du capital et du travail n'a jamais été aussi grand. (... /...)

VENDEMIAIRES

(.../...) Jamais notre société n'avait connu autant d'attaques et de remises en cause des droits sociaux. **Ce qui apparaissait comme un pacte séculaire peut voler demain en éclat** : sécurité sociale, droit à la santé, éducation, jours fériés, congés, temps de travail, jours ouvrés, code du travail, indépendance audiovisuelle...

La crise a montré qu'il est possible de trouver des fonds afin de relancer la sphère financière : que ne les a-t-on pas cherché pour relancer la croissance et le pouvoir d'achat ?

Ainsi, Résistance sociale vous invitera le 14 mars 2009, à réfléchir autour de 2 tables rondes :

QUE RESTE-T-IL DU DROIT DU TRAVAIL ET DE NOTRE MODELE SOCIAL ?

Les libéraux continuent et amplifient leurs avancées : ils profitent du rapport de force encore en leur faveur et de la confiscation des principaux leviers de décisions. Ainsi en un peu plus d'un an de nombreuses attaques ont eu lieu : remise en cause des 35 heures, des retraites, de l'accès gratuit aux soins, du CDI en tant que norme, du statut de la fonction publique, continuation du démantèlement et de la privatisation des services publics, ... Loin de constituer une phase de répit, la crise ne fait que démontrer l'antagonisme entre les intérêts du travail et ceux du capital. Le gouvernement multiplie les mesurette palliatives à fort effet d'annonce, mais, sur le fond, le démantèlement de notre code du travail et de notre modèle social reste le premier objectif des libéraux.

Ils ne renoncent à rien : privatisation de La Poste, déstructurations de l'Ecole et de notre système de santé, précarisation des salariés et des retraités, etc.

Tout ce qui pressurise le marché du travail au profit des revenus financiers reste d'actualité au risque de faire entrer la France en décroissance par épuisement de la demande intérieure.

QUE RESTE-T-IL DE L'IDEOLOGIE LIBERALE ?

La crise a eu le mérite de faire tomber les masques. Des luttes idéologiques qui semblaient perdues pour des syndicalistes, des socialistes, des républicains, des communistes ont connu un formidable revirement. La souveraineté populaire fait un retour en force. En effet, les experts et autres analystes ont révélé aux yeux de tous que la « compétence » en politique était une idée de droite : de Washington à Athènes, de Pointe-à-Pitre à Dublin, de Londres à Paris, les peuples exigent d'être entendus et souhaitent ardemment reprendre leur destin en main. Le référendum sur le TCE en a constitué un premier révélateur.

En France, l'unité des forces de progrès a du mal à se constituer car certains mythes libéraux teintés de social et rendus populaires par la force médiatique sont encore prégnants.

COMMENT ETABLIR UN RAPPORT DE FORCE EN FAVEUR DU TRAVAIL ?

Comment consolider les luttes et faire perdurer le rapport de force ?

Comment faire prendre en compte les revendications des salariés et des citoyens ?

Quelles relations entre le monde syndical, politique et associatif ?

Comment renouveler le militantisme au sein des forces de progrès ?

Quelle perspective commune au combat commun ?

***Venez en débattre avec nous ... et, comme chaque année,
avec des syndicalistes, des politiques et des associatifs.***

CONTRIBUTION AU DEBAT

FACE A LA CRISE : BRISER LES MYTHES, TROUVER DES ALTERNATIVES

Les conséquences de la crise actuelle sont toutes aussi terribles que classiques : il s'agit hélas d'une mécanique bien rôdée : **les crises du capitalisme retombent toujours sur les mêmes.**

Ce qui nous étonne, **c'est l'attitude des forces politiques classiques qui semblent être tétanisées. Peut-être parce qu'une partie des forces de progrès reste encore sous l'emprise de certains mythes. Coupée des réalités, elle ne comprend plus trop ce peuple en fureur et s'en méfie.**

Ces mythes, issus de la doctrine ultra-libérale, teintés de social et arrangés pour être popularisés, sont présentés à l'aide de la force médiatique comme logique et « allant de soi » (exemple : l'inflation c'est mal, il faut réduire le déficit, les cheminots sont des planqués, les grévistes fonctionnaires sont quand même payés, Sarkozy est l'homme de la situation, etc.).

Il serait intéressant d'en explorer quelques uns afin d'essayer de dégager des pistes de réflexion qui puissent contribuer à faire émerger quelques lignes solides sur lesquelles pourraient s'établir, en ce temps de crise, l'unité de lutte et l'émergence d'une véritable alternative politique crédible.

L'OPPOSITION FACTICE ENTRE QUESTIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE

Certains tentent de dissocier l'économie du social. A force du martèlement de « sachants » à longueur de temps dans les médias, tout le monde trouve normal qu'un journaliste demande à un homme politique son programme économique puis son programme social (ou l'inverse). Tout le monde trouve naturel qu'une mesure soit qualifiée de « sociale » lorsqu'elle augmente le pouvoir d'achat et d'économique lorsqu'elle permet d'enregistrer des recettes supplémentaires.

Cela n'est pas anodin car l'objectif est de **DISSOCIER LES QUESTIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE AVEC COMME OBJECTIF DE LES OPPOSER.**

Grâce à cette dichotomie, les libéraux ont pu avancer l'idée que tout ce qui était avancée sociale allait à l'encontre de l'économie et toute mesure de « rétablissement des comptes », « d'économie de bon père de famille » était nécessairement d'austérité et donc allait à l'encontre d'avancées sociales. Pire, ils ont popularisé l'idée que l'économie était autonome et avait ses propres règles auxquelles les normes sociales devaient se plier.

Aujourd'hui des libéraux rénovent ce concept en voulant, dans cette période de crise, **déconnecter dans les têtes la relance économique de toute question sociale.**

Or, la question économique et la question sociale sont indissociables. Traiter l'une sans l'autre est soit du libéralisme soit de l'incantation sociale libérale : nous subissons chaque jour socialement les effets de cette crise. Notre niveau et notre qualité de vie sont nécessairement liés à l'évolution de l'économie, aux modalités de sa gestion (ce qui inclut les décisions politiques économique et sociale).

Au final, ce que veulent les militants de gauche, c'est contrer les effets sociaux néfastes et donc résoudre la crise économique. Les libéraux, eux, ont pour finalité de résoudre la crise économique. Peu leur importe les conséquences sociales.

Cependant dans les deux cas il s'agit de décider de mesures économiques qui auront un impact social : l'un ne va pas s'en l'autre !

Ainsi, résoudre les problèmes sociaux dans notre pays revient à vouloir agir sur l'économie réelle, responsable de nos conditions d'existence et de nos situations sociales.

L'économie n'est pas une fin en soi. Elle doit être gérée pour répondre aux besoins de la population : le niveau de vie ne doit pas s'adapter pour le bien-être de l'économie !

Cela n'a pas de sens, et pourtant c'est bien ce que nous vendent, chaque jour, les libéraux.

LE MYTHE D'UNE SOCIÉTÉ POUVANT VIVRE SANS CRÉATION DE PRODUITS INDUSTRIELS

Le niveau de vie d'une société dépend des produits, des objets dont elle peut jouir : avant de parler de partage des richesses, encore faut-il savoir de quelles richesses nous parlons.

Inutile d'avoir lu Marx pour comprendre que la richesse produite est principalement matérielle (c'est-à-dire des produits extraits, transformés ou assemblés par l'homme). Si elle est immatérielle (par exemple : le prix d'un service) elle s'applique à un objet matériel (par exemple : le train, la lettre, etc.). **La richesse produite ce n'est donc pas la spéculation.**

La richesse produite n'est pas non plus le fruit d'une plus grande tertiarisation. Produire des biens matériels n'a de sens qu'avec le service qui va avec. Quelle utilité d'écrire une lettre si personne ne peut la transporter, d'avoir des trains et des rails sans conducteurs ou aiguilleurs pour les faire rouler ?

Mais on a réussi à nous faire croire, par un tour de force intellectuel incroyable, s'appuyant à gauche sur une mauvaise compréhension du « droit à la paresse » de Paul Lafargue, qu'une société pouvait vivre uniquement en ayant un secteur tertiaire développé, sans avoir de matières premières, ni d'industrie.

Des richesses doivent donc être créées sur notre sol afin que nous puissions les échanger avec d'autres.

Pour pallier l'absence de richesses matérielles, la mondialisation libérale n'a rien trouvé de mieux que de construire un château de sable : le système financier s'est ainsi développé de manière tentaculaire avec des produits financiers de plus en plus sophistiqués ne reposant que sur du vent.

Aujourd'hui la bulle financière a implosé, révélant la réalité : les pays qui ont tout misé sur le tertiaire sont « nus ».

SI LE DÉVELOPPEMENT DU TERTIAIRE REPRÉSENTE L'AUGMENTATION DU BIEN-ÊTRE REEL DE LA POPULATION CELUI-CI DOIT S'APPUYER SUR UN SECONDAIRE SOLIDE.

Ainsi le mythe d'une société totalement tertiaire qui fit accepter au peuple français comme inéluctable, comme un changement lié à la modernité, la fin de pans entiers de notre secteur secondaire, a fait long feu : cette illusion ne prend plus sur le peuple.

LE MYTHE DU PATRIOTISME INDUSTRIEL

Pour créer une richesse il faut non seulement du savoir-faire mais également des machines-outils. Ces dernières étant de plus en plus perfectionnées, cela nécessite des capitaux de plus en plus importants.

Les personnes qui les détiennent souhaitent les rentabiliser au maximum. La technicité fait que désormais le capital des grandes sociétés n'est quasiment plus détenu par une seule personne et par conséquent le patriotisme industriel a lui aussi fait long feu : que les capitaux soit français ou étrangers, la maximalisation des profits est la règle. La seule chose qui peut changer est la nature de ses fonds (exemple : fonds de pension), et non leur provenance géographique.

En cas de crise, ce qui compte désormais c'est savoir OÙ SE TROUVE LA PRODUCTION, non pas DE QUI PROVIENNENT LES CAPITAUX. Cela a-t-il d'ailleurs encore un sens ?

Pour créer des emplois il vaut mieux acheter une Toyota produite en France qu'une Renault produite au Japon : car si la France récupère un tiers des bénéfices produits par Renault, elle ne profite pas de l'intégralité des sommes versées aux salariés, ni des investissements effectués (notamment sociétés de constructions, de transports, etc.), ni des sommes versées pour la maintenance. **Ce qui est une somme autrement plus importante que l'intégralité des bénéfices.**

Des sommes mirobolantes sont investies par les sociétés mères ayant leur siège en France pour être des prédateurs internationaux.

Elles dépensent ainsi des capitaux nationaux lorsque l'Etat est actionnaire (exemple : France Télécom, EDF-GDF) en spéculation pure. Elles participent à des opérations spéculatives d'achats-reventes.

Elles financent des installations dans des pays disposant de droits salariaux moins étendus afin d'être plus bénéficiaires que si elles produisaient sur le territoire national. Quel est le bénéfice pour le pays ? Où est la richesse produite ? Où est l'intérêt des salariés ?

**LE MYTHE D'UNE RELATION ENTRE
PROTECTION DES DROITS SOCIAUX ET
XENOPHOBIE**

Ce qui précède n'est PAS UNE ANALYSE CHAUVINE : c'est vrai pour l'ensemble des pays industrialisés ! Or l'ensemble de la grande famille socialiste a toujours été favorable aux avancées sociales (que ce soit Jaurès, Marx, Lénine et même Trotski, mais certes pas pour les mêmes raisons...).

Il est donc nécessaire AU MINIMUM de les préserver. Cela nécessite donc que ces systèmes ne soient pas mis en concurrence, ou le moins possible. Chaque peuple, c'est-à-dire des personnes souhaitant avoir une même communauté de destin, doit pouvoir faire le choix de répondre à ses besoins fondamentaux de la manière qu'il le souhaite. Cela nécessite donc de protéger les systèmes sociaux et salariaux propres à chaque pays.

Ne pas le faire n'est pas de l'internationalisme, c'est un non-sens : où est la démocratie, si des peuples ne peuvent faire les dépenses qu'ils souhaitent, la répartition des richesses qu'ils jugent utile ? Les peuples sont-ils encore souverains ?

Un progrès social réel qui existe sur un bout de notre planète ne mérite-t-il pas d'être protégé et de servir d'exemple à suivre pour l'ensemble des salariés ? **LE**

PROTECTIONNISME INDUSTRIEL PEUT ETRE ET DOIT ETRE PORTE PAR LES FORCES DE PROGRES CAR IL S'AGIT EN

REALITE DE PROTECTIONNISME SOCIAL !

La conséquence pour un socialiste devrait être de souhaiter un système d'entraide internationale reposant sur la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes et respectant en retour cette même liberté pour les autres. Je ne vois là aucun repli nationaliste.

Le protectionnisme n'a rien de nationaliste, n'a rien de xénophobe, n'a rien de raciste : les règles sociales, en tout cas dans les pays européens, s'appliquent quelle que soit la nationalité des gens qui résident sur un même territoire.

Que les forces de progrès exigent de protéger les droits sociaux de ce pays ne me paraît ni délirant ni nationaliste !

**LE MYTHE DE LA PRIORITE A LA SEULE RELANCE
INDUSTRIELLE**

Ajoutons que pour que la richesse soit justement répartie il faut qu'elle puisse être achetée !

Cela à l'air évident mais c'est ce qu'oublie bien trop souvent les partisans du seul investissement industriel !

A défaut de demande interne, il faut exporter. Or cela dépend du cours de la monnaie. L'euro étant à un haut niveau, nos exportations sont rendues plus difficiles. A signaler que de haut niveau est voulu par la BCE, pour des raisons totalement absurdes ou plus exactement trop limpides : favoriser ceux qui prêtent (taux d'intérêts élevés) et donc les détenteurs de capitaux, plutôt que ceux qui empruntent c'est-à-dire ceux qui n'en ont pas, par exemple les salariés. Dommage collatéral : l'investissement industriel est sacrifié (le crédit pour les entreprises est également cher) au profit des bénéficiaires.

Si une balance commerciale excédentaire est un bon baromètre – en ce moment elle est totalement déficitaire – encore faut-il que la répartition de cet excédent se fasse au sein du peuple et non pour quelques nantis.

Si pour la Droite seule compte la « santé de l'économie » cela ne devrait pas être vrai pour la Gauche. Ce qui compte avant tout

c'est la « santé sociale » donc développer l'économie dite réelle pour augmenter le niveau de vie global !

Bref le but de la relance industrielle ce n'est pas qu'une bonne santé pour les PME-PMI. C'est un meilleur niveau de vie pour nos concitoyens qui doivent donc pouvoir consommer les richesses qu'ils produisent.

LE MYTHE DE LA MOBILITE

Les libéraux, ayant obtenu l'internationalisation des capitaux, souhaiteraient que les travailleurs suivent leurs parcours.

Mais leur problème est double.

Tout d'abord tout le monde souhaite vivre et travailler au pays. C'est essentiel pour la stabilité familiale et, plus généralement, pour la socialisation des individus. Ajoutons à cela que chacun est attaché à son « pays », là où il a vécu une grande partie de sa vie, son agglomération, son bourg...

De plus, les salariés se trouvent sur un sol et sont soumis à ses lois. Les lois sociales sont différentes, le niveau de vie différent suivant la zone géographique, l'Etat.

Les libéraux ont essayé de ringardiser cette image, faisant passer la mobilité géographique pour de la modernité et de la détermination. Si sur cet aspect la Gauche semble s'être ressaisie ainsi que sur la question de la précarité des emplois (exemple : CES, temps partiel subi), les forces de progrès restent partagées sur la nécessaire mobilité au sein d'un même corps de métier, voire entre plusieurs métiers.

Ainsi les libéraux semblent avoir trouvé la parade : passer d'une mobilité géographique à une ultra-mobilité professionnelle.

L'objectif est pourtant le même : adapter la main d'œuvre à la circulation des capitaux !

LE MYTHE DE LA PARTICIPATION AUX BENEFICES

Il s'agit là certainement d'une des plus grandes supercheries des libéraux : ils pressurisent les salaires et font miroiter des intéressements.

Le rapport de force est tellement favorable aux entrepreneurs que nombre de syndicats se trouvent souvent confrontés au choix d'accepter ou alors de ne rien avoir ! Pire, dans le cas des anciens services publics comme France Telecom, cette participation n'est pas obligatoire : si un salarié n'en veut pas, il ne la prend pas !

Comment peut-on syndicalement lutter contre cela ? D'autant plus qu'ensuite le prétexte de la participation est pris pour ne pas augmenter les salaires !

Ce débat est volontairement brassé par les libéraux avec ceux sur la participation à la prise de décision, à la consultation des organisations syndicales, etc. Bilan, les forces de progrès sont divisées mais en majorité semblent incliner très fortement vers l'acceptation de ce système.

Laurence Parisot vient de brouiller encore plus les cartes, une fois de plus, en disant que les salaires rémunèrent le travail et le bénéfice le capital ! Elle a raison ! Mais la réalité complète c'est que du niveau des salaires dépend la rémunération du capital ! Le bénéfice c'est le fruit du travail que les salariés donnent au capital ! Ce n'est pas l'inverse. Le détenteur de capitaux lui ne donne rien il prête et à fort taux !

La phrase exacte est que les salaires rémunèrent le travail qui rémunère le capital.

Mais la position du MEDEF est simple : il pense avoir gagné auprès de Sarkozy la stagnation des salaires et donc il souhaite maintenant garder en plus l'intégralité des bénéfices.

Les forces de progrès ne doivent pas se tromper et s'éparpiller dans la lutte. Elles doivent absolument se ressaisir sur cette question : la participation aux bénéfices est scandaleuse ! Le niveau de vie des salariés serait directement lié à leur propre pressurisation, à leur propre flexibilité, à leur propre exploitation.

Un salarié qui refuserait cela serait assimilé par ses collègues à un fainéant, responsable de la baisse de la productivité, donc de leur rémunération.

Est-ce cette société-là que nous voulons ? Il s'agit là d'une tentative grotesque des

libéraux pour imposer à l'intérieur des entreprises ce qu'ils ont imposé à l'échelon international : la mise en concurrence de tous les salariés !

Si les libéraux voulaient que les salariés décident des politiques industrielles et se répartissent les bénéfices ils militeraient dans des soviets pas au MEDEF !

QUELQUES PISTES DE REFLEXION...

1. **Mettre en place une taxe sociale d'importation sur les marchandises et le travail**

Les marchandises pourraient être soumises à une taxe équivalente en pourcentage au différentiel entre le SMIC chinois et le SMIC français ou le salaire médian chinois et le salaire médian français, et l'objet d'aménagement et de révision par accords bilatéraux en cas de revalorisation des normes sociales.

Le travail importé devrait être soumis aux mêmes obligations que le travail fourni en France. La différence de charge pourrait être versée sous forme de taxe par l'employeur à la France, les salaires devant correspondre aux salaires moyens de la profession : cela permettrait par exemple d'éviter qu'EDF-GDF sous-traite à une firme polonaise des travaux en faisant vivre plusieurs mois des travailleurs polonais dans des conditions inhumaines avec un salaire polonais !

Ainsi, la concurrence internationale ne ferait pas du salaire une variable d'ajustement. La concurrence internationale des salariés s'estomperait fortement.

2. **Un véritable secteur public**

Ce qui est également nécessaire, c'est d'éviter les délocalisations. Or ce système ne le permet pas. Il sera toujours rentable de s'implanter à l'étranger si la différence entre les trains de vie est plus importante que la différence entre les coûts du fret.

La seule solution est le secteur public. L'Etat doit entrer dans le capital des entreprises clés de notre industrie afin de pouvoir bloquer toute possibilité de délocalisation. Ce n'est même pas nécessaire d'avoir une minorité de blocage en droit, il suffit de l'avoir en fait. Si une entreprise se délocalise c'est pour le

bénéfice de ses actionnaires, c'est-à-dire pour améliorer sa cotation en Bourse. Par conséquent, il suffit que le capital détenu par l'Etat soit juste suffisamment important pour que l'annonce d'un retrait fasse paniquer le cours de l'action.

Cependant une minorité de blocage reste préférable ! Elle permet à un gouvernement d'orienter la politique de l'entreprise vers une politique d'investissement. Dans ce cadre, une politique de grands travaux serait pleinement efficace.

3. **Vers une meilleure répartition des richesses**

Il faut que les richesses soient mieux réparties. Cela concerne bien sûr le salaire direct : il est inadmissible que l'augmentation salariale soit inférieure à l'inflation : seuls 7 % des revenus des ménages sont consacrés à l'achat de produits importés !

Cette répartition doit permettre d'en finir avec la précarité : du CES au CDD jusqu'à la retraite !

Enfin il ne faut pas oublier un pan important du niveau de vie : le salaire indirect !

C'est-à-dire les services publics, la sécurité sociale, la culture, l'accès à l'éducation, les loisirs, etc. Or le gouvernement, s'il maintient officiellement une politique de démocratisation de la culture, continue de détruire les services publics, l'Ecole et les activités périscolaires (et donc l'accès à la culture et aux loisirs), le système de soins, etc.

Pour que cette crise soit au final profitable aux salariés, il est nécessaire que tous les partisans de la République sociale et ceux qui pensent et/ou espèrent qu'un autre système est possible, débattent ensemble et cessent leurs chamailleries stériles. Ils ne seront jamais structurellement alliés mais au moins chacun devrait travailler à l'unité de son propre camp et aller dans la même direction : ne pas être alliés ne signifie pas être adversaires et être alliés ne signifie pas être amis. Si nous n'y arrivons pas rapidement tous ces débats, tous ces discours seront totalement inutiles. L'Histoire du Mouvement Ouvrier Français mérite d'autres heures de gloire !

INSCRIPTION

RESistance SOciale

Vous invite à participer à ses 6èmes Vendémiaires, ayant pour thème :

« **QUELLE ISSUE A LA CRISE ?** »

le Samedi 14 mars 2009

de 9 h 30 à 17 h

à la Mairie du 2ème arrondissement

8 rue de la Banque

75002 Paris

(Métro ligne 3 : Bourse)

PROGRAMME

1. Que reste-t-il du droit du travail et de notre modèle social?

2. Que reste-t-il de l'idéologie libérale ?

3. Comment établir un rapport de force en faveur du travail ?

avec, comme chaque année, la participation de syndicalistes, de politiques et d'associatifs.

Pour des raisons d'organisation, merci de nous avvertir de votre participation ou non, par les moyens suivants :

- ✓ En téléphonant au **06 33 82 05 15** (répondeur)
- ✓ Sur notre site : **www.resistancesociale.fr**
- ✓ Par courriel : **vendemiaires@voila.fr**
- ✓ Par courrier à : **RESO – 121 avenue Ledru Rollin – 75011 Paris**

Un déjeuner sous forme de buffet sera organisé sur place, merci de vous y inscrire rapidement afin que nous puissions vous recevoir dans les meilleures conditions.

Participation au buffet : 5 euros



PAR INTERNET

Inscription:

vendemiaires@voila.fr

*Précisez Nom, Prénom si vous participez
le matin, l'après-midi et au buffet*

Toutes les infos :

www.resistancesociale.fr

Une question ? Une remarque ?

Une suggestion ?

contact@resistancesociale.fr

PAR COURRIER

NOM :

Prénom :

Téléphone ou courriel :

Nombre de personnes :

- Présent(s) le matin
- Présent(s) au buffet (5 € par personne)
- Présent(s) l'après-midi

Bulletin à renvoyer à :

Résistance sociale – 121 av Ledru Rollin - 75011 Paris